



Sommaire

LE ZOOM ECONOMIQUE	2
Situation économique et financière de la Turquie.....	2
Les engagements hors bilan de l'Etat en Turquie.....	4
Impact des restrictions visant les produits turcs en Arabie saoudite	6
Quels effets d'une victoire de Joe Biden sur l'économie turque ?.....	7
Situation économique de la Géorgie.....	9
STRATEGIES SECTORIELLES	10
Dynamiques et rythme de la reprise de l'économie réelle en Turquie.....	10
La Turquie saura-t-elle profiter de la réorganisation des chaînes de valeur mondiales à la suite de la pandémie ?	12
Impact sur le marché automobile turc de la mise en œuvre de la réforme relative à la taxe spéciale à la consommation (ÖTV)	13
La crise des prix des produits agricoles en Turquie.....	13
Master Plan 2040 de la ville de Bakou (Azerbaïdjan).....	15
Le secteur de l'électricité en Azerbaïdjan	17
ORGANIGRAMMES DU SER D'ANKARA & DES SE DE BAKOU ET DE TBILISSI	19
CADRE & DONNEES SUR LA TURQUIE	20
CADRE & DONNEES SUR LA GEORGIE, L'AZERBAÏDJAN ET LE TURKMENISTAN	21

EDITORIAL

L'activité économique connaît en Turquie un redressement soutenu (p. 2 & 10), porté par le rebond de la production et de la consommation interne. Mais les politiques de relance mises en œuvre ont aggravé les fragilités traditionnelles de l'économie turque (p. 3). Le creusement du déficit de la balance des paiements et l'accélération de l'inflation des prix à la production ont ainsi poussé l'Exécutif à diminuer les stimuli des politiques publiques et à resserrer progressivement les conditions de la politique monétaire (pour la première fois depuis le 18 décembre 2019, le taux d'intérêt réel est redevenu positif). Cependant, les vives tensions géopolitiques avec l'Union européenne (qui se sont notamment traduites par le report du comité conjoint sur l'Union douanière à après le Conseil européen de décembre, lequel donnera le « la » sur la relation bilatérale pour les prochains mois), l'approche des élections aux États-Unis qui ravive le spectre des sanctions (p. 7) ainsi que le reconfinement de l'Europe, principal partenaire commercial de la Turquie, alimentent les pressions à la baisse sur la devise turque.

L'appel au boycott des marques françaises, bien que largement reprise par les médias locaux, n'a qu'un impact très limité à ce stade. Si ses effets potentiels dépendront de la durée de la campagne, plusieurs facteurs jouent leur rôle d'amortisseur : (1) le positionnement de l'offre française en Turquie, très orientée sur du BtoB, (2) les modes de présence française en Turquie qui s'appuient sur des partenariats solides, (3) la très faible élasticité de la demande pour de nombreuses marques françaises ou (4) la faible appropriation de cette campagne par les ménages, dont la principale préoccupation reste la baisse de leur pouvoir d'achat. Par ailleurs, la grande majorité du monde des affaires turc appelle à la modération en soulignant qu'une telle initiative va à l'encontre des intérêts économiques et commerciaux des deux pays et en mettant en avant l'importance de la contribution des entreprises françaises à l'économie turque (emploi, export, recherche et développement, etc.).

L'épisode de tensions entre la France et la Turquie ainsi que la crise sanitaire ont, ce qui au premier regard pourrait paraître paradoxal, contribué à l'intensification du dialogue entre les communautés d'affaires françaises et turques dont les regards sont tournés vers « l'après-crise ». Elles n'ont pas eu, non plus, d'impact négatif sur la coopération institutionnelle qui se poursuit (de manière virtuelle).

En Géorgie (p.9), l'ampleur de la contestation au lendemain des élections législatives est encore difficile à mesurer (un second tour aura lieu le 21 novembre). Pour autant, la situation ne suscite que peu d'inquiétudes dans les milieux économiques qui n'attendent pas de changement radical de politique économique ni d'orientation diplomatique, quel que soit le résultat définitif.

Enfin, le conflit dans le Haut-Karabakh, qui mobilise toute l'attention du gouvernement azerbaïdjanais, pourrait dégrader encore davantage une conjoncture déjà très marquée par la pandémie de Covid, notamment en accentuant la baisse de la consommation et des investissements.

Daniel GALLISSAIRES,

Chef du Service économique régional d'Ankara



LE ZOOM ECONOMIQUE

Situation économique et financière de la Turquie

Stimulée par les mesures budgétaires, réglementaires et monétaires mises en œuvre pour pallier l'impact financier de la crise sanitaire, l'activité économique se redresse plus rapidement et plus vivement que prévue, même si le FMI a confirmé ses prévisions d'une contraction de l'activité de 5% et d'une dérive des prix de 12 % cette année. Ces prévisions paraissent cependant plus crédibles que celles avancées par le Ministre des finances Albayrak, à l'occasion de la présentation du Nouveau programme économique 2021-2023 (croissance de 0,3% et dérive des prix limitée à 10,5%). Cela étant, les déséquilibres traditionnels de l'économie turque ont également été renforcés : face au risque d'accélération de l'inflation et de la dépréciation de la monnaie locale, la Banque centrale, à court de réserves de change, s'est résolue à imprimer un tour de vis à la politique monétaire mise en œuvre (hausse de 500 pbb du taux de refinancement moyen effectif depuis la fin du mois de juin), au risque de ralentir la croissance de l'activité et de peser sur l'emploi.

La reprise de l'activité économique est particulièrement dynamique

Après une contraction de l'activité de 9,9% au 2^{ème} trimestre 2020, la croissance économique est vive. Dès la seconde moitié du mois de mai, de premières données (consommation d'électricité, paiements par carte bancaire, etc.) indiquaient une reprise de l'activité économique. Les indicateurs avancés traditionnels soulignent que cette reprise est particulièrement dynamique : les indicateurs de confiance, de production et de taux d'utilisation ont ainsi pratiquement retrouvé leur niveau d'avant crise tandis que l'indice PMI a atteint son niveau le plus élevé depuis au moins 5 ans au mois de juillet. Enfin, l'indicateur avancé composite de l'OCDE montre que l'activité économique a dépassé son niveau précédant la contraction du 2^{ème} trimestre, ce qui laisse présager que la croissance est dynamique. Deux facteurs expliquent cette reprise dynamique. En premier lieu, elle a été d'autant plus rapide que, contrairement, par exemple, à la plupart des pays européens, le confinement (à l'exception de certaines catégories de population - personnes de moins de 17 ans et plus de 65 ans-, de certaines activités - lieux de convivialité notamment-, et de périodes restreintes - quelques week-ends) a été limité et l'activité économique ne s'est jamais vraiment arrêtée,

préservant les capacités de rebond de l'outil de production. En deuxième lieu, l'Exécutif a mis en œuvre un ensemble de mesures budgétaires, réglementaires et monétaires particulièrement agressives pour relancer la demande interne et l'activité économique :

-Mesures budgétaires : évaluées à plus de 53 Mds EUR par le ministre des Finances, elles associent la distribution de prêts, le soutien financier et social lié aux décisions de chômage partiels ou total et le report de paiement de taxes et de cotisations sociales,

-Mesures réglementaires : la mise en œuvre du nouveau ratio d'actifs par le superviseur bancaire à partir du mois d'avril contraint les banques à accroître leur portefeuille de prêts (notamment) sous peine de sanction financière. Ce nouveau ratio s'ajoute aux mesures similaires mises en œuvre par la Banque centrale depuis l'été 2019 et qui fixent un objectif de croissance réelle des prêts aux banques via les modalités de calcul de la mobilisation des réserves obligatoires. Enfin, les banques publiques ont mis en œuvre un programme de distribution de prêts assortis de conditions financières particulièrement avantageuses (taux d'intérêt facturé à la clientèle proche du taux du principal outil de refinancement – taux repo à une semaine - et significativement inférieur au taux de l'inflation).

-Mesures monétaires : le principal taux directeur a été abaissé de 10,75% à 8,25% durant la période de confinement partiel et de nombreuses mesures visant à accroître la liquidité ont été mises en œuvre (assouplissement des règles de réescompte pour les entreprises exportatrices, modalités de refinancement accrues, etc.). Par ailleurs, l'utilisation de taux différenciés pour certaines modalités de refinancement (jusqu'à 150 bps en dessous du taux repo à une semaine, principal outil de refinancement de la Banque centrale) ont permis d'abaisser le coût moyen effectif de refinancement des banques jusqu'à 7,52% au mois de juin, rejetant le taux d'intérêt réel toujours plus loin en territoire négatif : il a atteint -5% au mois de juin 2020, procurant un puissant soutien à la demande de crédit.

In fine, l'activité économique pourrait être plus dynamique qu'anticipée au début du printemps dernier. Si le ministre des Finances se montre résolument optimiste en avançant une croissance positive de 0,3% pour cette année et de 5,8% en 2021 (telle que présentée en septembre dernier dans le NEP), le FMI a confirmé, lors de son exercice de prévisions de l'automne, une contraction de l'activité de 5% cette année avant un retour de la croissance en 2021 (+5%).

Néanmoins, la majorité des économistes estiment que si le PIB devrait bien diminuer cette année, la contraction devrait être moins sévère qu'anticipée lors de l'irruption de la crise sanitaire et également moins sévère que ne le prévoit le FMI : une contraction de 2,9% (prévision formulée par l'OCDE) paraît ainsi probable.

Les politiques économiques de relance de l'activité ont aggravé très significativement les vulnérabilités traditionnelles de l'économie turque

En premier lieu, la politique monétaire expansionniste exerce une pression continue à la baisse sur le taux de change que la Banque centrale n'a plus les moyens de soulager. D'abord, parce que l'accélération de la reprise économique en Turquie, stimulée par les politiques publiques, est probablement plus vive que celle de ses principaux partenaires économiques. La relance de la demande interne s'accompagne donc d'un creusement du solde commercial : à la fin du mois d'août, les importations progressent de 14% alors que les exportations turques, pénalisées par une demande atone des principaux partenaires commerciaux de la Turquie, ont diminué de 4,6% en g.a. Ainsi, le déficit commercial cumulé des douze derniers mois progresse de 20 Mds USD par rapport à celui enregistré lors des douze mois précédents et le déficit cumulé durant les huit premiers mois de l'année se monte déjà à 30 Mds USD. Or, contrairement aux années passées, les recettes tirées de l'activité touristique ne pourront compenser ce déficit en 2020. Les recettes touristiques ne devraient pas dépasser 20 Mds USD cette année contre 36 Mds USD enregistrés en 2019. In fine, le solde du compte courant, qui était positif l'année dernière (1,2% du PIB), est de nouveau négatif (-26,5 Mds USD sur les huit premiers mois de l'année et -0,1% du PIB au 2^{ème} trimestre 2020) et pourrait représenter au moins 3,5% du PIB en 2020.

Ensuite, parce que les sources traditionnelles de financement du déficit des comptes courants de la Turquie se tarissent. En premier lieu, le montant des IDE en Turquie diminue structurellement depuis 10 ans : ils ne représentaient plus que 0,7% du PIB en 2019 contre 1,6% en 2005 et, sur les cinq premiers mois de l'année, ils ne contribuent qu'à hauteur de 11,7% au financement du déficit des comptes courants contre 42,7% en 2005. En deuxième lieu, les tensions géopolitiques croissantes, la méfiance grandissante des investisseurs à l'égard du risque idiosyncratique turc et la crise sanitaire ont entraîné des désinvestissements substantiels de portefeuille : durant les neuf premiers mois de l'année, les sorties nettes de portefeuilles se montent ainsi à plus de 13 Mds USD. In fine, le déficit

structurel des comptes courants est de moins en moins couvert par les sources traditionnelles de son financement, ce qui accroît la pression sur le niveau des réserves de change de la Banque centrale.

Enfin, parce que la capacité de l'Institut d'émission à défendre la valeur de sa monnaie est très faible, dans un contexte où le niveau des réserves de change, quel que soit l'indicateur considéré - montant brut (83 Mds USD) ou net (17 Mds USD), nombre de mois d'importation couverts (4 mois), ARA (0,84), etc. - suscite quelques inquiétudes. Ces inquiétudes sont d'autant plus vives que ces réserves de changes sont de plus en plus financées via des swaps à court terme avec les banques commerciales (58 Mds USD à la fin du mois d'août contre 1 Md USD au début de l'année 2018. Par ailleurs, les swaps concluent avec les Banques centrales du Qatar et de la Chine – 18 Mds USD en tout - sont en monnaies locales, ce qui a pour effet de gonfler les réserves brutes sans accroître significativement les possibilités de les mobiliser pour défendre le cours de la monnaie) et que le stock d'or, représentant environ la moitié des réserves de change, peut difficilement être mobilisé sur les marchés car il serait entreposé en Turquie et non dans les principaux marchés de négociation (Londres, New York). Hors stock d'or et déduction faite des swaps conclus avec les banques commerciales, les réserves de changes de la Banque centrale se montent à -18 Mds USD à la fin du mois d'août 2020. Par ailleurs, les ventes de devises orchestrées par la Banque centrale atteignent un niveau historiquement élevé et difficilement soutenable : sur les huit premiers mois de l'année, nous les estimons à 78,4 Mds USD, soit pratiquement deux fois plus que durant toute l'année 2019, et ce sans véritable efficacité contre la dépréciation de la monnaie locale, laquelle a perdu 45% de sa valeur contre l'Euro et 39% contre l'USD depuis le début de l'année. La dépréciation de la TRY sur les marchés de change entretient en outre un mouvement de défiance des investisseurs, le rendement espéré sur les actifs turcs étant plus que compensé par la perte de change anticipée. Or, plus la valeur de la TRY diminue, plus le risque de change augmente pour l'économie turque dont l'endettement externe progresse de nouveau à la fin du second trimestre 2020 : il atteint désormais 56,8% du PIB.

En second lieu, la politique de taux d'intérêt faible devrait de nouveau accélérer la dérive des prix à la consommation. Autant pour des raisons politiques (relancer la distribution du crédit) qu'idéologique, l'Exécutif a imposé une politique de taux bas (baisse de 300 ppb du principal taux directeur entre le mois de

février et septembre 2020) qui a culminé au début de l'été où le taux d'intérêt réel effectif a atteint son plus bas niveau historique : -5%. Cette politique de taux bas alimentera l'accélération des prix à la fois via l'augmentation de la masse monétaire et via l'impact de la dépréciation du taux de change sur le prix des biens importés : si la progression de l'indice CPI a été stable durant l'été (autour de +11,75% en g.a durant les mois de juillet, août, septembre), la progression de l'indice PPI, laquelle a de nouveau dépassé celle de l'indice CPI au mois de septembre (14,33% contre 11,75%), devrait contribuer à accélérer la dérive des prix à la consommation durant les mois à venir. Dans ce contexte, les prévisions de progression de l'inflation du ministre des Finances paraissent bien optimistes : +10,5% cette année alors que le FMI anticipe une progression des prix de 12%, proche de la prévision du panel d'économistes sondés par la Banque centrale : 11,76%.

En dernier lieu, les comptes publics, traditionnellement considérés comme un des points forts de l'économie turque, commencent à être sous pression. Déjà fragilisés par la récession de la fin de l'année 2018 et la politique de relance menée pour y remédier, la politique budgétaire est de nouveau très significativement expansionniste pour pallier l'impact financier de la crise sanitaire sur les entreprises et les ménages. Les reports d'échéances fiscales, les diminutions de taxes et l'augmentation des dépenses pour aider les catégories les plus fragilisées ainsi que le recul de l'activité vont creuser le déficit public : le FMI anticipe ainsi que ce déficit atteindrait presque 8% du PIB tandis que le ministre des finances estime dorénavant qu'il serait limité à 4,9% du PIB (avec une hypothèse de croissance positive). La dégradation du solde budgétaire s'accompagne logiquement de celle de la dette publique. A la fin du premier semestre 2020, cette dernière représente déjà 39,4% du PIB (ce qui s'explique en grande partie par le recul du PIB durant le second trimestre), soit son niveau le plus élevé depuis 10 ans, et devrait atteindre presque 42% du PIB à la fin de l'année.

Si ce niveau d'endettement, relativement contenu en comparaison de celui enregistré dans les grands pays émergents, semble soutenable, la charge financière nécessite d'être suivie attentivement. D'une part, parce que le niveau de la dette, et donc de sa charge, est minoré. Il convient d'y ajouter les engagements de hors bilan (évalués a minima à environ 25% du PIB, voir ci-dessous) dont une partie, celle correspondant aux engagements accordés par l'Etat au profit des hôpitaux créés dans le cadre de PPP (81,2 Mds USD, soit près de

11% du PIB) sera effectivement appelée tous les ans. D'autre part, parce que les primes de risques ont significativement progressé (les CDS ont augmenté de 229 pdb depuis le début de l'année et s'élèvent à 549 pdb, soit pratiquement le niveau le plus élevé parmi les Etats dont la notation est proche de celle de la Turquie), et que les taux se tendent significativement dans un mouvement de « bear flattening » (le taux à deux ans a augmenté de 275 pdb à 14,26% et le taux à 10 ans s'est tendu de 201 pdb à 14,01%), entraînant de nouveau une pente des taux négative, une configuration qui avait été corrigée durant l'automne 2019 et qui est généralement associée à une aggravation de la situation économique d'un pays. Enfin, parce qu'elle est majoritairement libellée en devises (54,5% du montant total) et qu'elle est assortie d'une maturité faible (passée de 6,4 ans en 2018 à 5,1 ans en 2020), la dette de l'Etat devra être renouvelée ou remboursée à des échéances plus rapprochées, assortie de conditions financières plus dégradée dans le contexte prévalant actuellement. Ainsi, l'eurobond en USD d'une maturité de 5 ans du mois d'octobre était assorti d'une rémunération supérieure de 608 pdb à une obligation d'Etat américaine de maturité équivalente, alors que cet écart n'était que de 298 pdb pour l'émission du mois de février dernier (maturité équivalente). Par ailleurs la dépréciation de la monnaie locale alourdit mécaniquement les charges d'intérêt et de remboursement en capital.

Les engagements hors bilan de l'Etat en Turquie

Les engagements et garanties enregistrés dans le hors bilan de l'Etat correspondent aux obligations qui ne figurent pas à son bilan mais qui peuvent être appelés, entraînant un coût budgétaire. Ces engagements peuvent avoir un impact significatif sur l'appréciation portée quant à la soutenabilité des comptes publics en Turquie, considérés comme un point fort de l'économie turque jusqu'à présent, la dette publique étant inférieure à 40% du PIB à la fin du premier semestre 2020. La diversification croissante des types de garanties proposées par l'Etat et le recours croissant à des mécanismes d'investissements incluant des clauses de hors bilan ont entraîné une hausse sensible de son encours. Cela étant, il n'existe pas de document public consolidant l'ensemble des engagements hors bilan en Turquie. Le recensement de l'ensemble des engagements hors bilan constitue, dès lors, un enjeu pour évaluer précisément la soutenabilité réelle de la dette de l'Etat.

Le montant consolidé des engagements hors bilan de l'Etat n'est pas publié

Le hors bilan de l'Etat couvre principalement quatre types d'engagements : les garanties accordées par le Trésor (garanties d'investissement, garanties de remboursement, sûretés, etc.), les garanties accordées par l'Etat ou par des fonds publics (Fonds de garantie – KGF, dont le plafonds d'engagement a été porté à 64 Mds USD dans le cadre des mesures prises pour lutter contre l'impact de la crise sanitaire-, Agence de crédit à l'exportation –Türk Eximbank-, etc.) et le mécanisme de reprise de dette (« debt assumption mechanism ») mis en œuvre par le ministère des Finances. Ces mécanismes peuvent également accompagner certains projets portés en PPP. Ainsi, sept projets de PPP (dont le tunnel Eurasia et six projets d'autoroute) sont assortis d'un mécanisme de reprise de dette et dix-sept PPP (principalement dans le secteur de l'énergie) ont bénéficié de garanties d'investissements du Trésor.

Le montant consolidé des engagements portés au hors bilan n'est, au mieux, pas publié. Si les différentes catégories d'instruments de hors bilan de l'Etat sont bien identifiées, aucun recensement exhaustif et montant consolidé n'est publié. D'une part, car aucune autorité régaliennne (ministère des Finances, Présidence de la Stratégie et du Budget, Cour des comptes, etc.) ne semble être responsable du suivi et de la comptabilisation exhaustive des instruments de hors bilan portés par l'ensemble des ministères ou structures publiques autorisées à engager des dépenses au nom de l'Etat. Dès lors, à défaut d'entreprendre un recensement des structures autorisées à engager la signature de l'Etat et des instruments de hors bilan que chacune d'entre elles pourrait avoir mis en œuvre, le montant de l'ensemble des engagements de hors bilan ne peut être connu avec précision. D'autre part, car le référentiel comptable international IPSAS, que la Turquie s'est pourtant engagée à mettre en œuvre et qui prévoit, notamment, de « présenter dans les notes aux états financiers des entités publiques les passifs éventuels et les engagements contractuels non comptabilisés », n'est en réalité pas appliqué, ce qui fausse la fidélité du bilan de l'Etat et l'appréciation portée sur la soutenabilité réelle des finances publiques.

La montant des engagements portés au hors bilan de l'Etat devrait augmenter, nécessitant un suivi attentif dans un contexte de dégradation des comptes publics

Les instruments de hors bilan devraient être de plus en plus utilisés dans les années à venir. Les engagements de l'Etat liés aux seuls projets mis en œuvre dans le cadre d'un PPP s'élèvent à 153,8 Mds USD, soit 20,7% du PIB (37,4 Mds USD pour les projets dans le secteur des transports, 81,2 Mds USD dans les projets d'hôpitaux et 35,2 Mds USD pour le projet de centrale nucléaire d'Akkuyu). A cela s'ajoute l'ensemble des autres garanties et engagements accordés par l'Etat et dont, en raison du manque de transparence des autorités, une estimation fiable de l'encours total est difficile. Néanmoins, tout mène à penser que l'exécutif a et aura de plus en plus recours aux engagements en hors bilan car ils permettent d'engager la signature de l'Etat dans des grands projets sans pour autant que les coûts inhérents se reflètent immédiatement et systématiquement dans son bilan. Ainsi, le montant des garanties d'investissements du Trésor associées à des PPP est passé de 1 Md USD fin 2014 à 7,3 Mds USD fin 2019, soit 1% du PIB, tandis que le montant des engagements liés au mécanisme de reprise de dette est passé de 8,2 Mds USD en 2015 à 17,2 Mds USD en 2020, soit 2,3% du PIB. Par ailleurs, dans le cadre des mesures prises afin de pallier l'impact économique et financier de la crise sanitaire sur l'activité et les ménages, l'Etat a porté sa garantie à l'action du Fonds de garantie KGF à 6,4 Mds USD, soit 0,9% du PIB, afin de contribuer à la relance du crédit pour soutenir les entreprises.

L'Etat s'est engagé dans une fuite en avant en multipliant les projets de PPP dont la transparence des conditions financières est de plus en plus limitée. Alors qu'ils étaient systématiquement indiqués dans les premiers projets, les résultats des appels d'offres relatifs aux PPP n'indiquent dorénavant plus les éléments financiers permettant de calculer précisément les engagements de l'Etat. Cette tendance a alimenté de nombreuses polémiques, lesquelles ont même contraint l'Etat à interrompre le développement de certains projets (principalement hospitaliers). Cette opacité nourrit d'autant plus les critiques que les entreprises bénéficiaires de ces PPP sont fréquemment, de notoriété publique, proches du pouvoir, et que les caractéristiques des engagements reçus pourraient être sujettes à controverse (redevances annuelles versées aux entreprises indexées sur l'euro alors que les coûts sont en monnaie locale ce qui, dans le contexte actuel de dépréciation de la monnaie locale, pourrait être considéré comme un avantage contestable). In fine, l'accélération de l'octroi de garanties s'est accompagnée d'un flou croissant délibérément entretenu par l'Etat sur la portée de ses engagements, alimentant les inquiétudes autour de leur soutenabilité.

L'accroissement des risques liés au hors bilan de l'Etat doit être suivi dans un contexte de dégradation des comptes publics. Les engagements hors bilan recouvrent des obligations éventuelles qui ne se matérialisent pas toujours en dépenses budgétaires. Néanmoins, l'augmentation des engagements hors bilan fait potentiellement peser un risque significatif sur la soutenabilité des comptes publics. Premièrement, parce que le déficit budgétaire devrait atteindre 8% du PIB et la dette publique 41,7% du PIB à la fin de l'année 2020 (contre respectivement 2,9% et 33,2% prévu par le ministre des Finances au début de cette année). Deuxièmement, parce que le coût de la dette, attisé par un mouvement de « flight to quality » lié à la crise économique mondiale et à la défiance croissante des investisseurs internationaux, augmente : les primes de CDS sont pratiquement à leur niveau historiquement le plus élevé (549 pdb contre 278 pdb au début de l'année) et les taux à court et long terme se sont tendus de 200 pdb depuis le début de l'année. Dans ce contexte, le niveau réel de la charge de la dette augmenté de la charge des engagements comptabilisés en hors bilan pourrait susciter des inquiétudes. En effet, en ajoutant les éléments de hors bilan précités, et qui ne sont pas exhaustifs, la dette publique ne serait plus de 39,4% (telle que publiée au 2^{ème} trimestre 2020) mais serait supérieure à 64% du PIB. Par ailleurs, la dérive des comptes publics peut devenir un sujet d'inquiétude avec l'augmentation du coût de la dette (le service de la dette s'élève à 30 Mds USD sur les huit premiers mois de l'année 2020, soit 30% des dépenses de l'Etat sur la période) et le risque de change accru (54,5% de la dette du gouvernement central est libellé en devise), la monnaie locale se dépréciant de 39% face au dollar depuis le début de l'année). Or, le raccourcissement de la maturité moyenne de la dette (qui a permis à l'Etat de diminuer le coût des nouveaux emprunts émis), ramenée de 6,4 ans en 2018 à 5,1 ans actuellement, forcera l'Etat à solliciter les marchés plus fréquemment, ce qui accroît le risque de refinancement ou remboursement.

Impact des restrictions visant les produits turcs en Arabie saoudite

Dans un contexte d'antagonisme croissant entre la Turquie et l'Arabie saoudite, cette dernière impose des restrictions de plus en plus récurrentes sur les produits importés de Turquie. Plusieurs déclarations, tant du côté turc que du côté saoudien, font état d'un embargo informel imposé par l'Arabie saoudite sur les produits turcs depuis fin septembre. Pour mémoire, l'Arabie saoudite est le 16^{ème} client de la Turquie en 2019.

L'embargo informel visant les produits turcs en Arabie saoudite intervient dans un contexte de détérioration des relations bilatérales

Les exportateurs turcs sont confrontés, en Arabie saoudite, à des restrictions récurrentes s'apparentant à un embargo informel. Depuis fin septembre, des entreprises turques (notamment l'UTIKAD, association internationale turque des transitaires et entreprises de la logistique) font état d'une intensification des restrictions visant les exportations turques vers l'Arabie saoudite, déjà constatées depuis plusieurs mois :

- allongements récurrents des procédures douanières ;
- blocage des marchandises turques aux postes douaniers (environ 130 containers turcs sont actuellement en attente au port de Djeddah) ;
- restrictions visant également les produits turcs réexportés (via l'Europe notamment), empêchant ainsi les opérateurs turcs de contourner les restrictions ;
- interdictions d'importation arbitraires.

Ces restrictions, qui entraînent d'importants retards de livraison voire l'abandon de certaines marchandises par les destinataires saoudiens, relèveraient d'une volonté politique de boycotter les produits originaires de Turquie (pression des douanes saoudiennes sur les importateurs locaux pour suspendre les importations en provenance de Turquie, appel de la Chambre de commerce saoudienne, début octobre 2020, à boycotter les importations, les investissements et le tourisme turcs, etc.). A ce stade, le gouvernement saoudien n'a pas officialisé la mise en œuvre d'un embargo sur les produits turcs (ce qui l'exposerait à des poursuites devant l'OMC), les restrictions demeurant informelles (à titre d'exemple, le ministère saoudien du Commerce aurait convoqué des dirigeants d'entreprises saoudiennes afin de leur demander verbalement d'interrompre leurs liens avec la Turquie) et leur ampleur évolutive.

Ces mesures restrictives surviennent dans un contexte de dégradation des relations turco-saoudiennes (affaire Jamal Khashoggi, proximité croissante de la Turquie avec le Qatar, tensions liées à l'interventionnisme turc au Moyen-Orient, etc.) et, plus généralement, d'antagonisme croissant avec de nombreux pays arabes (Egypte en tête). A court terme, ces restrictions pourraient s'étendre à d'autres pays de la région, ce qui porterait préjudice aux intérêts commerciaux de la Turquie au Moyen-Orient. Or, la part du Moyen-Orient

dans les exportations turques a déjà été ramenée de 24% en 2013 à 19% en 2019.

Ces restrictions pourraient affecter l’empreinte turque sur le marché saoudien, déjà limitée, ainsi que les investissements saoudiens en Turquie

Les exportations turques vers l’Arabie saoudite, déjà limitées, pourraient poursuivre leur tendance baissière. En 2019, l’Arabie saoudite a été le 16^{ème} client de la Turquie (3,3 Mds USD d’exportations), son 24^{ème} fournisseur (2 Mds USD d’importations) et, parmi les Etats du Conseil de coopération du Golfe, le 2^{ème} partenaire commercial de la Turquie derrière les Emirats arabes unis. Les principaux postes d’exportations de la Turquie vers l’Arabie saoudite ont été les « tapis, tapisseries, nattes » (11%), les « machines et appareils, matériels électriques et leurs parties » (7%), les meubles (6,6%) ainsi que les « chaudières, appareils mécaniques et leurs parties » (6%). Ces dernières années, la part de l’Arabie saoudite dans les exportations turques est en recul, ramenée de 2,4% en 2015 à 1,8% en 2019. In fine, les restrictions sur les exportations turques, cumulées aux droits de douane additionnels mis en place par l’Arabie saoudite au printemps 2020 ainsi que le contexte de contraction du commerce mondial causée par la crise sanitaire ont entraîné une baisse des exportations turques vers l’Arabie saoudite de 17% en g.a sur les huit premiers mois de l’année 2020.

Les entreprises turques du secteur de la construction seront particulièrement pénalisées. Selon l’Association des constructeurs turcs, les entreprises turques du secteur rencontrent de plus en plus de difficultés en Arabie saoudite, en témoigne le montant des contrats remportés par des opérateurs turcs, ramené d’environ 3 Mds USD en 2018 à 560 M USD en 2019 puis 21 M USD sur les huit premiers mois de l’année 2020.

L’Arabie saoudite pourrait limiter ses investissements en Turquie à court terme. D’une part, car les autorités saoudiennes tenteraient d’ores et déjà de réduire les investisseurs saoudiens en Turquie, notamment via une surveillance menée par les services de renseignement saoudiens. Le stock d’IDE saoudiens en Turquie, qui a significativement diminué ces dernières années (ramené de 1,2 Md USD en 2015 à 591 M USD en 2018 et 826 M USD en 2019), pourrait poursuivre sa baisse, ce qui affectera négativement le compte courant turc, dont le déficit atteint 1,8 Md USD en juillet 2020. D’autre part, car les autorités saoudiennes incitent les ressortissants à ne plus acheter de biens immobiliers en Turquie. Or, les Saoudiens sont les principaux acheteurs

étrangers derrière les Iraquiens (13 296 biens immobiliers achetés en depuis 2015).

Depuis plusieurs mois, les produits exportés par la Turquie vers l’Arabie saoudite sont soumis à des restrictions s’apparentant à un embargo informel, illustré par les déclarations du directeur de la Chambre de commerce saoudienne appelant, début octobre dernier, à boycotter « tout ce qui est turc ». Les exportations turques vers l’Arabie saoudite, déjà limitées (3,3 Mds USD en 2019), seront inévitablement affectées par ces tensions. Par ailleurs, les entreprises turques du secteur de la construction, qui voient l’un de leur principal marché (6^{ème}) se fermer, seront particulièrement pénalisées, de même que celles du secteur agro-alimentaire dont les produits frais ne peuvent supporter des temps d’attente rallongés aux douanes.

Quels effets d’une victoire de Joe Biden sur l’économie turque ?

Les tensions récurrentes entre les États-Unis et la Turquie ont régulièrement été adoucies grâce aux bonnes relations personnelles entretenues entre les Présidents Trump et Erdogan, évitant ainsi de potentielles conséquences lourdes sur l’économie turque liées à la mise en œuvre de sanctions commerciales ou financières. La possible victoire de Joe Biden aux prochaines élections présidentielles, dont les positions sur la Turquie tranchent avec celles de la présidence actuelle, attisent d’ores et déjà la méfiance des investisseurs vis-à-vis du risque turc.

La victoire de Joe Biden, le risque de sanctions et, plus généralement, la défiance envers la Turquie mettent la lire turque sous pression

L’élection de Joe Biden pourrait accentuer le risque de sanctions contre la Turquie. L’achat par la Turquie du système de défense russe S-400 est un irritant majeur dans la relation entre la Turquie et les États-Unis, lesquels jugent leur utilisation incompatible avec l’engagement turc au sein de l’OTAN. Jusqu’alors, les essais menés par la Turquie (le dernier ayant eu lieu en mer Noire, le 23 octobre 2020 dernier) n’ont suscité que des menaces de sanctions : le Congrès (tant le camp républicain que démocrate) appelle régulièrement à leur mise en œuvre effective, même si cette option a été systématiquement rejetée par le Président Trump (qui, en réaction, a néanmoins annoncé à l’été 2019 le retrait de la Turquie du programme F-35). De même, l’interventionnisme turc en Lybie, en Méditerranée orientale ou encore dans le Haut-Karabakh n’a pas suscité de réactions virulentes de la part du Président

Trump. A l'inverse, Joe Biden, en signe de rupture avec l'administration Trump, pourrait décider de mettre en œuvre des sanctions prévues par la section 235 du CAATSA (Countering America's Adversaries Through Sanctions Act) visant des personnes morales ou physiques (le projet de loi du sénateur Risch (2641) identifie les personnalités turques à sanctionner – le ministre de la Défense, le Chef des forces armées, le Commandant de la 2^{ème} armée, le ministre des Finances mais aussi des officiels du ministère de la Défense - et une institution financière -Halkbank, banque publique- qui participe au financement des force armées).

Le risque de tensions bilatérales accrues en cas de victoire du camp démocrate alimente les craintes des investisseurs et fait pression sur la lire turque. Depuis l'été dernier, la dépréciation de la lire turque (la monnaie locale s'est dépréciée de 39% face au dollar depuis le début de l'année, atteignant régulièrement des niveaux records – le taux de change USD/TRY a dépassé fin octobre le seuil symbolique de 8,00) est étroitement corrélée à la progression des intentions de vote en faveur du candidat démocrate dans les sondages. En effet, le risque d'une aggravation des tensions sur plusieurs fronts (Syrie, Lybie, Haut-Karabakh, missiles S-400, etc.), jusque-là limitées par les bonnes relations entretenues entre les deux Présidents, accentue la défiance des investisseurs vis-à-vis de la monnaie turque, entraînant d'importantes sorties nettes de capitaux (qui sont passées de 260 M USD au T3 2019 à 2,4 Mds USD au T3 2020) et un ralentissement des investissements directs étrangers (en 2018 et 2019, les États-Unis représentaient environ 6% des flux d'IDE totaux entrant en Turquie). Dans un contexte de creusement du déficit des comptes courants, cette situation entraîne une diminution des réserves de la Banque centrale, lesquelles ont baissé de 23 Mds USD depuis le début de l'année en termes brut, et limite d'autant plus la capacité de l'Institut d'émission à défendre la valeur de sa monnaie.

Les intérêts commerciaux américains devraient néanmoins inciter Joe Biden à adopter une position pragmatique vis-à-vis de la Turquie

L'empreinte américaine sur le marché turc a augmenté ces dernières années, soutenue par les exportations américaines d'aéronefs et de gaz. Les deux pays entretiennent une relation commerciale dynamique, le commerce bilatéral étant passé de 10,8 Mds USD en 2009 à 20,7 Mds USD en 2019 et les États-Unis ayant enregistré un excédent structurel de leur balance commerciale avec la Turquie entre 2007 et 2017. Ces deux dernières années, les échanges bilatéraux ont

toutefois été affectés, d'une part, par les tensions commerciales bilatérales (entre 2018 et 2019, les États-Unis ont accru les droits de douane sur certains produits turcs amenant la Turquie, dès juin 2018, à augmenter les droits de douane sur certains produits américains) et, d'autre part, par la dépréciation de la lire turque, laquelle a amélioré la compétitivité des exportations turques. Par ailleurs, la récession de la fin de l'année 2018 a entraîné une contraction de la demande interne en Turquie : les États-Unis ont ainsi enregistré un déficit commercial bilatéral de -53,4 M USD en 2018 et de -598 M USD en 2019. Cela étant, l'empreinte américaine sur le marché turc progresse, la part des États-Unis dans les importations turques étant passée de 5,1% en 2013 à 5,6% en 2019, devenant ainsi le 4^{ème} fournisseur de la Turquie en 2019 (la Turquie est le 32^{ème} partenaire commercial des États-Unis). Les exportations américaines vers la Turquie sont principalement portées par les aéronefs (2,1 Mds USD en 2018) et les combustibles minéraux (1,2 Mds USD en 2018), principalement le GNL (dont les volumes exportés ont augmenté de 873% entre 2015 et 2019), la Turquie devenant le deuxième principal importateur de gaz américain dans la zone Europe et Asie centrale. Par ailleurs, malgré la contraction du commerce mondial liée à la crise sanitaire, les exportations turques vers les États-Unis ont augmenté de 6,5% en g.a au 1^{er} semestre 2020, contrairement à la majorité des principaux partenaires commerciaux de la Turquie, confirmant le dynamisme des relations commerciales bilatérales.

Le commerce bilatéral devrait continuer à croître mais reste soumis aux aléas diplomatiques. Les autorités américaines et turques, estimant le commerce bilatéral inférieur à son potentiel, se sont fixées pour objectif d'atteindre 100 Mds USD d'échanges commerciaux bilatéraux à court terme (soit 4 fois le niveau enregistré en 2018). Néanmoins, les progrès réalisés dans les négociations commerciales dépendent de l'état des relations bilatérales, lesquelles ont été ralenties par la hausse des droits de douane sur l'acier décidée par le Président Trump en octobre 2019. En novembre 2019, le président Trump a finalement évoqué, avec le président Erdogan, l'idée de renouer des négociations commerciales sous certaines conditions et le changement de mandature ne devrait pas remettre en cause les objectifs visés par les États-Unis, qui espèrent accroître leur part de marché en Turquie. Toutefois, les négociations pour un accord de libre-échange entre les États-Unis et la Turquie, démarrées sous la présidence Obama, ont cessé sous la présidence Trump. Leur reprise est incertaine en cas de victoire de Joe Biden en raison de ses nombreuses exigences en matière de

protection des emplois américains, de l'environnement et des normes de travail.

Une victoire de Joe Biden et le risque de sanctions contre la Turquie (lié à l'achat de missiles S-400) qui l'accompagne accentuent les inquiétudes des investisseurs précipitant la valeur de la monnaie locale vers de nouveaux plus bas historiques (le taux de change USD/TRY dépasse dorénavant le seuil symbolique de 8,00). Ces pressions sur la lire turque et les incertitudes des investisseurs pourraient durer jusqu'à la proclamation officielle des résultats. Pour autant, s'il est élu, Joe Biden pourrait adopter une approche pragmatique avec la Turquie en raison des intérêts commerciaux qu'entretiennent les États-Unis avec ce pays.

Situation économique de la Géorgie

Après avoir mis en place des mesures restrictives face à l'épidémie de COVID 19 au printemps 2020 alors même que le pays était largement épargné par le virus, la Géorgie doit faire face à une situation économique complexe, une reprise de l'épidémie et un contexte régional incertain.

L'économie géorgienne encore freinée par les restrictions et l'arrêt du secteur touristique

La levée du confinement au printemps s'est accompagnée d'une réouverture très limitée des frontières, seuls cinq pays bénéficiant d'une entrée en Géorgie facilitée (France, Allemagne, Estonie, Lettonie, Lituanie). La saison touristique estivale se termine donc avec une chute de 95% des visiteurs étrangers par rapport à 2019, qui avait connu un record de fréquentation et rapporté 3 269 M USD. Le secteur touristique, qui contribuait jusque-là à hauteur de 18% du PIB, se retrouve donc quasiment à l'arrêt, le tourisme domestique n'ayant pas pu prendre le relai malgré les appels en ce sens du gouvernement. Les ménages ont en effet largement réduit leur consommation, que ce soit la conséquence de la baisse du salaire moyen (-2 à 3% attendu en 2020), de la hausse du chômage (+3,6% au 1^{er} semestre 2020 à 12,3%) ou de la constitution d'une épargne de précaution pour les plus aisés.

Les marges d'intervention monétaire et budgétaire sont de plus en plus réduites

Les touristes internationaux constituant une source d'entrée de devises non négligeable pour le pays, leur absence a eu un impact sur le lari. Sans que l'arrêt du tourisme n'en soit la seule explication, ce dernier a toutefois reculé de 0,35 GEL / USD en mars à 0,31 GEL /

USD en octobre 2020. La Banque Nationale a entamé depuis le printemps une opération de vente régulière de ses réserves en dollar (569 M USD) tout en contestant agir directement pour soutenir le taux de change. Quoi qu'il en soit, elle ne dispose pas des ressources suffisantes pour atteindre l'objectif de stabilité de la monnaie si la dépréciation devait se poursuivre. Il en résulte une crainte du retour de l'inflation notamment sur les biens de consommation, majoritairement importés de Russie et de Turquie. La chute de la lire turque ne suffit pas à éteindre les craintes, la majorité des transactions commerciales étant libellées en dollars.

La marge budgétaire du gouvernement pour faire face à un nouveau choc se trouve également réduite : le plan de relance de 1,2 Md USD annoncé au printemps 2020, accompagné de diverses mesures sociales financées par le recours à l'emprunt, devrait faire grimper la dette publique à 54,8% du PIB fin 2020 alors qu'elle ne s'élevait qu'à 41,3% un an plus tôt. La dette s'approche ainsi du plafond de 60% du PIB autorisé par la loi.

Le gouvernement se trouve donc contraint d'annoncer une réouverture progressive de l'économie, dans un contexte de hausse croissante du nombre de contaminations au Covid-19 depuis septembre, particulièrement dans les principales villes du pays.

Le risque d'instabilité politique est réduit mais existe

L'incertitude se trouve enfin renforcée par la perspective des élections parlementaires des 31 octobre et 21 novembre 2020. Malgré l'absence de sondages fiables et un processus électoral complexe, le parti du « Rêve Géorgien » ne semble pas à l'abri de perdre sa majorité absolue face à une opposition divisée mais unanime dans son rejet du parti au pouvoir. Une absence de majorité claire nécessiterait des négociations complexes pour constituer un gouvernement de coalition.

L'année 2021 s'ouvrira donc sur une période toujours faite d'incertitudes. Si les analyses prévoient un rebond de la croissance économique de 4,5% après une chute attendue de -5% en 2020, celle-ci est toutefois conditionnée à une réouverture plus large de l'économie accompagnée d'une reprise du tourisme et des exportations. De telles perspectives paraissent peu envisageables dans les prochaines semaines. Pour autant, le pays conserve certains fondamentaux solides : il continue de bénéficier du soutien sans faille des bailleurs internationaux grâce à une gestion saine des finances publiques depuis plusieurs années ; de même le secteur bancaire affiche une relative solidité.

Enfin, les bonnes relations que la Géorgie entretient avec ses voisins, à l'exception de la Russie, lui permettent d'être peu affectée par les conséquences du conflit au Haut-Karabakh au sujet duquel elle affiche une neutralité officielle et une volonté de médiation.

STRATEGIES SECTORIELLES

Dynamiques et rythme de la reprise de l'économie réelle en Turquie

L'activité économique connaît en Turquie un redressement soutenu depuis le mois de juin, portée par un rebond rapide de la production et de la consommation interne. Néanmoins, le rythme de la reprise n'est pas uniforme à l'ensemble des secteurs et les incertitudes demeurent concernant la dynamique de la consommation intérieure (60% du PIB) dans la durée et la reprise de la demande externe.

L'industrie manufacturière connaît un rebond d'activité vigoureux depuis juin mais demeure pénalisée par la faiblesse des débouchés commerciaux externes

La reprise de l'activité manufacturière se confirme sur les quatre derniers mois : l'indice PMI manufacturier se maintient au-dessus de 50 (il a atteint son zénith en juillet : 56,9), tandis que l'indice de production industrielle poursuit son rebond (respectivement +4,5% et +10,4% en g.a en juillet et août 2020). L'activité du secteur manufacturier est principalement alimentée par la reprise de la consommation interne qui s'appuie sur une croissance exponentielle du crédit (24% en g.a en août en termes réels). Ainsi, le taux d'utilisation des capacités de production connaît une hausse continue depuis mai, bien que restant inférieur à la même période de l'année passée (pour atteindre 73,3% en août). Les industriels turcs font néanmoins face à deux enjeux majeurs : la défaillance de certains de leurs fournisseurs locaux, tendance qui pourrait s'accélérer avec la réduction progressive du paquet de soutien à l'économie, et la hausse significative du coût des intrants liée à la très forte dépréciation de la lire turque :

- L'industrie automobile enregistre une reprise soutenue de son activité (+44,3% en août en g.a, après cinq mois consécutifs de contraction) grâce à la hausse significative des ventes sur le marché local en juin (+66% en g.a), juillet (+385% en g.a) et août (+137% en g.a), portées par la demande différée et les facilités de crédit mises en œuvre par l'Etat. Ainsi, les bonnes performances du début d'année et le rebond des ventes cet été ont permis au marché local

de progresser de 68% en g.a au cours des huit premiers mois de l'année. Cela étant, le secteur demeure affecté par la baisse des exportations automobiles en juin (-8% en g.a), juillet (-25% en g.a) et août (-12% en g.a), en raison de la demande atone en provenance du marché européen (qui représente habituellement 77% des ventes automobiles turques). Les équipementiers, quant à eux, ont connu une baisse de 20% en g.a de leurs exportations sur les huit premiers mois de l'année et, sur les prochains mois, anticipent une baisse de la production par rapport à la même période de l'an passé.

- La reprise du secteur du textile tarde à s'intensifier, le taux d'utilisation des capacités de production du secteur textile et du prêt-à-porter en août est à nouveau en recul par rapport à l'année précédente : respectivement 71,6% (contre 79% en août 2019) et 68,9% (contre 85% en août 2019). Cela étant, les exportations de l'industrie textile (prêt-à-porter, matières premières, cuir et tapis, etc.) ont augmenté de 6% en g.a en août, devenant sur le mois le premier poste d'exportation du pays grâce à la réorientation des commandes européennes et américaines, en particulier de vêtements de protection (masques, tabliers, etc.), de la Chine vers la Turquie.
- La production d'acier brut en Turquie a augmenté de 7,5% en g.a en juillet et, au cours des sept premiers mois de l'année, n'a diminué que de 2,4% en g.a. Ainsi, la crise sanitaire n'a pas significativement affecté la production turque d'acier brut amenant les professionnels de l'industrie sidérurgique à anticiper, pour 2020, un niveau de production similaire à l'an passé (35 M tonnes). De leurs côtés, les exportations d'acier, après avoir diminué de 11% en g.a en volume au 1^{er} semestre 2020, ont poursuivi leur contraction en juillet (-1,6% en g.a). Les performances du secteur resteront également soumises à l'évolution du régime des mesures de sauvegarde instaurées par l'UE.
- Le secteur de la chimie de spécialité demeure dynamique et les professionnels du secteur anticipent un niveau d'activité similaire à 2019, bien que les exportations aient diminué de 15% sur les huit premiers mois de l'année. Après une activité particulièrement soutenue en mai au

plus fort de la crise sanitaire (le taux d'utilisation des capacités de production atteignait alors 72,5%, soit un niveau supérieur à l'an passé), l'industrie pharmaceutique est aujourd'hui moins sollicitée : le taux d'utilisation des capacités de production est retombé à 66,7% en août dernier, contre 71% en août 2019.

- L'activité de l'industrie aéronautique demeure pénalisée par la contraction significative des commandes civiles à l'export. Toutefois, le secteur de la défense fait exception, porté par la hausse du budget national dédié et ses performances à l'export (Chili, Philippines, Tunisie, etc.).
- Le secteur de l'énergie souffre toujours de surcapacités et de problèmes financiers structurels. Néanmoins, la Turquie a enregistré un premier record de consommation d'électricité cet été puis un second début septembre (record historique de production journalière à 1,07 TWh). Avec la reprise de la demande, le mix énergétique a retrouvé un niveau plus normatif, d'où une relative hausse des prix.

Le redressement des principaux secteurs de l'économie turque, dynamique dans son ensemble, connaît certaines disparités

La fréquentation des centres commerciaux a augmenté de 37,2% en juillet en g.m mais a diminué de 40% en g.a, affectant le secteur de la distribution. Le volume des ventes dans les centres commerciaux ne représente que 70% du niveau d'avant crise et est notamment marqué par la baisse du nombre de visiteurs étrangers (qui représentent habituellement entre 10% et 15% du revenu des centres commerciaux). Les bonnes performances que le commerce en ligne connaît compensent en partie la baisse des ventes en magasin.

Les mesures prises par les autorités (crédits à taux réduits pour l'achat de logements, maturités élevées, période de grâce, etc.) destinées à raviver le secteur de la construction continuent à produire leurs effets contra-cycliques : l'engouement pour l'immobilier s'intensifie depuis le mois de juillet 2020 mais, à ce stade, n'a permis qu'une commercialisation des stocks existants. L'effet de ces mesures sur la construction se fera davantage ressentir en 2021. De plus, en 2021, les projets de modernisation de voies ferrées devraient

stimuler le secteur de la construction. A l'export, les entreprises turques redoublent d'activisme dans certaines zones géographiques (Russie, Afrique subsaharienne) malgré une diminution des volumes d'affaires.

Les entreprises du secteur de la logistique et des transports voient leur chiffre d'affaires augmenter mais les niveaux d'avant la crise sanitaire n'ont pas été retrouvés (baisse globale du fret de 35%). Si le marché local se porte dorénavant bien, la croissance du transport de marchandises se heurte à une reprise lente des secteurs les plus dépendants des exportations. Néanmoins, la résilience du secteur ainsi que les consolidations en cours et à venir (notamment dans la logistique industrielle qui continue à attirer des capitaux étrangers) devraient aider les entreprises à renforcer leurs positions commerciales sur les chaînes de valeur régionales et internationales. De surcroît, les transporteurs maritimes se sont engagés dans une démarche active de reconfiguration de leurs modèles d'affaires, se concentrant sur des produits à valeur ajoutée, et repensent leurs lignes régionales en Méditerranée.

L'ouverture des frontières, la reprise des vols internationaux et le retour des touristes anglais et russes (qui représentaient 21% des visiteurs étrangers en 2019) n'ont pas permis une reprise vigoureuse du tourisme, dont l'activité demeure significativement réduite. Si les arrivées de touristes étrangers ont connu un rebond depuis juin, elles demeurent significativement inférieures aux niveaux de l'an passé : -98% en g.a sur le 2^{ème} trimestre de l'année, -71% en g.a en août (1,8 M d'arrivées) et -59,4% en g.a en septembre. Ainsi, l'activité du secteur aérien est attendue en baisse de 70% en 2020 par rapport à 2019 (contre 35 à 40% pour le marché domestique). Par ailleurs, le taux d'occupation des hôtels s'est élevé à 33% sur les sept premiers mois de l'année. Le secteur hôtelier fait l'objet d'une restructuration profonde, les groupes internationaux profitant de cette période de fragilisation pour renforcer leurs positions en acquérant de nouveaux hôtels.

Le secteur agricole a tiré profit de la crise sanitaire, enregistrant une hausse de sa valeur ajoutée de 4% en g.a au 2^{ème} trimestre de l'année (alors que la croissance du PIB s'est contractée de 9,9% en g.a). L'activité du secteur demeure dynamique, portée par la demande intérieure et étrangère, en témoigne la hausse des exportations turques de produits agricoles et agroalimentaire sur les sept premiers mois de l'année

(+10% en g.a). Cela étant, le secteur est confronté à la hausse du prix de l'alimentation animale et de certains intrants causée par la dépréciation de la lire turque, dont l'impact sera important lors des semis d'automne et d'hiver.

Dans le même ordre d'idée, le secteur des technologies et de l'innovation a profité de la crise sanitaire, les investissements en capital-risque et business angel ayant augmenté de près de moitié au cours du 2^{ème} trimestre de l'année et les investissements de près de 280% en g.a sur l'ensemble du 1^{er} semestre. En outre, le secteur a profité de la hausse des ventes de produits technologiques grand public, des logiciels et des technologies de l'information et de la communication.

La Turquie saura-t-elle profiter de la réorganisation des chaînes de valeur mondiales à la suite de la pandémie ?

La Turquie entend mettre en avant sa gestion de la crise et son positionnement dans les chaînes de valeur mondiales, compétitif et proche de l'UE, pour tirer parti de la nécessaire diversification des fournisseurs internationaux et d'une tendance au near-shoring. Ses avantages comparatifs, qui ont consolidé sa base industrielle, persistent et pourront être davantage valorisés dans le monde de l'après-pandémie, à condition de relever certains défis.

Une participation accrue de la Turquie aux chaînes de valeur mondiales favorisée par ses avantages comparatifs pouvant faire la différence dans le monde post covid-19

La Turquie s'est progressivement intégrée dans les chaînes de valeur mondiales, bénéficiant notamment de l'Union douanière avec l'Union européenne (1995), en témoigne la croissance de 13% de son indice de participation entre 2000 et 2017. Cette dynamique s'accompagne d'une montée en gamme de sa production (39% de production de moyenne-haute technologie, soit 12 points de plus qu'en 1995) et d'une diversification croissante de ses exportations (35 catégories de produits exportés à plus d'1 Md EUR et 1^{er} pays de la zone BERD en avantages comparatifs révélés), tout en s'appuyant sur ses secteurs clés comme le textile, l'automobile et les métaux.

Ses divers avantages comparatifs lui sont favorables en cette période de crise pandémique. En effet, sa bonne localisation géographique (zone d'1,6 milliard d'habitants à 4h de vol) et son réseau logistique performant réduisent les risques de rupture de la chaîne et les coûts de transport. Les exportateurs turcs

bénéficient également de 20 accords de libre-échange au potentiel conséquent (1 milliard de consommateurs) et d'une dépréciation importante de la monnaie locale. De surcroît, la flexibilité et la réactivité de l'industrie turque se sont de nouveau confirmées durant la crise sanitaire avec une capacité d'adaptation à l'évolution des besoins domestiques et extérieurs (fabrication de masques et de produits hygiéniques). Enfin, la main d'œuvre locale est bien qualifiée, jeune (âge médian de 32,3 ans en 2019), endurante (44,4h de travail hebdomadaire) et son coût horaire en devises étrangères reste compétitif.

Un tissu industriel turc qui nécessite quelques réajustements dans un contexte de réorganisation des chaînes de valeur mondiales

La Turquie reste principalement positionnée dans les étapes intermédiaires des chaînes de valeurs mondiales (*GVC position index* proche de zéro depuis le début des années 2010 – calculs UNCTAD/EORA), différentes de celles en amont (R&D) ou en aval (SAV, marketing) à plus forte valeur ajoutée. Son besoin en R&D, conception, intrants (textile exclus), hydrocarbures (1^{er} poste d'importation en 2019, 20,3% des importations totales) et produits technologiques (2,3% de ses exportations en 2018) se confirme avec un taux croissant de valeur ajoutée étrangère dans ses exportations (16,5% contre 11,2% en 1995). A l'heure actuelle, les étapes de production réalisées localement représentent en moyenne 20% de la valeur du produit final, hormis certains secteurs distinctifs comme la construction automobile (56% de la valeur finale) ou les métaux (53%).

En outre, de nouveaux investissements sont nécessaires pour développer davantage l'innovation et les équipements de production, particulièrement utilisés en cette période (79,2% pour la sidérurgie en septembre 2020, 73% pour l'automobile et 74,5% pour le textile). Par ailleurs, l'intégration croissante de la Turquie dans les chaînes de valeur mondiales est également liée à ses relations commerciales avec l'UE, qui représente 41% des échanges commerciaux turcs et 48,5% de ses débouchés.

De réelles opportunités pour la Turquie dans les chaînes de valeur mondiales post-pandémie, à condition de relever certains défis

La Turquie pourrait récupérer entre 10 et 16 Mds USD d'exportations chinoises (données estimées par le cabinet de conseil américain Kearney), en investissant à un plus haut degré en R&D, en formation et dans les nouvelles technologies.

Sa proximité géographique avec ses principaux clients pourra être avantageuse dans le monde post-pandémique. Contrairement à l'industrie chinoise, la production turque a notamment pu tirer profit de dates d'interruption et de reprise similaires à celles de ses clients durant la crise sanitaire.

Le textile turc, déjà positionné comme fournisseur de réapprovisionnement de l'UE (Union douanière, proximité géographique, standards de production et normes socio-environnementales similaires), semble pouvoir être le principal secteur bénéficiaire d'une réorganisation des chaînes de valeur. Ses relations de longue durée avec les acheteurs européens, la flexibilité et la rapidité de sa production (ressources locales en matières premières comme le coton) en sont ses principaux atouts. Des investissements en équipements et en innovation, ainsi que l'avènement de marques nationales pourraient également aller dans ce sens.

Les autres secteurs clés turcs (automobile et sidérurgie) ont l'opportunité d'accroître leur valeur ajoutée via une intégration plus en amont dans les chaînes de valeur mondiales.

La Turquie se trouve en bonne position pour tirer parti de la réorganisation des chaînes de valeurs mondiales dans un mouvement de diversification et de rapprochement des approvisionnements, même si l'ensemble des équilibres commerciaux ne devrait pas être largement remis en cause.

Impact sur le marché automobile turc de la mise en œuvre de la réforme relative à la taxe spéciale à la consommation (ÖTV)

La taxe spéciale à la consommation a été révisée par un décret présidentiel publié fin août 2020. Cette réforme porte aussi bien sur les seuils de chaque tranche d'imposition des véhicules automobiles, que sur les taux en eux-mêmes. Les plus petites cylindrées du marché bénéficient d'une hausse de leur seuil d'imposition, tandis que 7 des 9 autres catégories de voitures passagers voient leur taux augmenter, s'échelonnant désormais entre 45% et 220%, contre 160% au maximum précédemment. Avec de tels changements, le marché de l'automobile turc va connaître certaines évolutions, principalement sur les voitures importées.

Une réforme qui profite essentiellement aux petites cylindrées

Le décret présidentiel du 30 août 2020 porte aussi bien sur les seuils de chaque tranche d'imposition des véhicules automobiles, que sur les taux en eux-mêmes.

En effet, pour les petites cylindrées (inférieures à 1,6L), les deux premières tranches de prix ont vu leur seuil augmenter de 15 000 TRY pour la première et de 10 000 TRY pour la seconde. Ensuite, pour les 9 autres catégories de voitures passagers, 7 d'entre elles ont vu leur taux de taxe augmenter. Cette mesure concerne particulièrement les cylindrées essence comprises entre 1,6 et 2L et toutes les autres cylindrées supérieures à 2L. Ainsi, les taux d'ÖTV, qui s'échelonnaient jusqu'à présent de 45% à 160% du prix de vente, pourront désormais atteindre 220%. La TVA, quant à elle, reste bien à 18%.

Cette augmentation de taxe devrait principalement avoir un effet sur les importations de grosses cylindrées. En effet, selon les données de l'Institut statistique turc (TÜİK) pour l'année 2019, jusqu'à 62% des importations automobiles en Turquie sont des cylindrées supérieures à 1,6L. Par ailleurs, les importations de la Turquie dans ce secteur ont augmenté de 16% en g.a. au 1^{er} semestre 2020.

Des conséquences rapidement observées sur les chiffres de septembre 2020

La tendance à la baisse de la part des importations de voitures passagers sur l'ensemble des ventes nationales s'est rapidement confirmée (54,3% en septembre 2020, contre 62,8% en août 2020) et devrait se poursuivre par la suite. Les pays les plus concernés devraient faire partie des plus importants fournisseurs automobiles de la Turquie, à savoir l'Allemagne (1,03 Md USD entre janvier et août 2020 sur les principaux codes douaniers), l'Espagne (439 M USD) ou la République tchèque (406 M USD). De cette façon, certains constructeurs spécialisés dans les grosses cylindrées ont directement constaté les conséquences de la réforme fiscale sur leurs ventes. Sur certains modèles, l'ÖTV représente plus de 50% du prix final.

La crise des prix des produits agricoles en Turquie

Après la flambée des prix des denrées agricoles de base au printemps 2019, qui a alimenté la campagne des élections locales, l'année 2020 n'est pas en reste et demeurera une année de forte hausse des prix agricoles. Cette tendance, observée sur le plan international, est amplifiée par la chute de la monnaie turque. Cette hausse des cours des produits agricoles de base se propage également aux produits transformés et les professionnels déplorent que les interventions de l'Etat ne soient pas à la hauteur des hausses des coûts de production.

La hausse des prix des matières premières agricoles : un phénomène mondial accentué en Turquie par la chute de la lire turque

Les prix des matières premières agricoles ont connu une hausse importante dans le monde. Concernant les principales matières premières importées par la Turquie : le prix du blé tendre russe est passé de 207 USD/t à 255 USD/t, soit une hausse de 23%; celui du maïs ukrainien est passé de 166 USD/t à 237 USD/t, soit une hausse de 43%, celui du soja brésilien est passé de 380 USD/t à 510 USD/t, soit une hausse de 34%.

Amplifié sur le plan interne, les prix réels des matières premières en Turquie ont pratiquement doublé en 2020. Ceci résulte de la hausse des prix des matières premières au niveau mondial et de la forte dépréciation de la lire turque (laquelle a perdu 45% de sa valeur contre l'Euro et 39% contre l'USD depuis le début de l'année). A titre d'exemple, le prix de référence de l'achat de blé tendre de l'Office des Produits du Sol (TMO), qui a été annoncé début mai 2020, est fixé entre 1 425 TRY et 1 700 TRY/t selon les qualités. Ainsi, les cours du blé tendre, le 27 octobre 2020, s'élevaient respectivement à 2 395 TRY/t à la Bourse du commerce de Polatli et à 2 282 TRY/t à la Bourse du commerce de Konya, soit une hausse de 40% en quatre mois.

Le problème des prix agricoles en Turquie est structurellement politique et économique. Il n'existe en effet a priori pas de problème de production cette année en Turquie. Selon la dernière estimation de production agricole du ministère de l'Agriculture concernant les récoltes de 2020, publiée le 23 octobre 2020, la production de céréales a augmenté de 7,3% par rapport à l'année précédente et atteint environ 37,2 Mt. La production de blé, d'orge et de maïs a augmenté respectivement de 7,9%, 9,2% et 8,3% pour atteindre 20,5 Mt, 8,3Mt et 6,5Mt. La production des légumes atteindrait 31,5Mt (+1%) tandis que la production de fruits s'élèverait à 23,9Mt (+7,3%). Pour pallier cette forte hausse des cours, et en vertu d'une décision présidentielle du 21 octobre, les droits de douanes concernant le blé, l'orge et le maïs (qui ont été entre 25% à 45% pour les pays de l'UE) sont supprimés jusqu'à la fin de l'année 2020 afin de baisser les prix locaux. Il convient de rappeler qu'il y a deux ans, ces droits de douanes avaient atteint 130%, afin de protéger le marché intérieur. Le secteur de l'alimentation animale et des engrais sont les secteurs les plus touchés par la dépréciation de la lire et la crise sanitaire, car il importe 10 à 12 Mds USD de matière première par an. Les prix des engrais ont pratiquement doublé par rapport à l'an

dernier. Il convient de rappeler qu'il y avait eu une hausse similaire à la fin de 2018.

La répercussion de la hausse des prix des matières premières sur les produits transformés : exemples du pain, du lait, de la viande et de l'huile de tournesol

Il faut noter, au préalable, que les intrants non agricoles comme l'électricité, la main d'œuvre, et le gaz naturel ont également connu une hausse des prix de 50%, mais ces hausses ont pu pour l'instant être répercutées en partie sur les prix des produits transformés.

Le prix d'un pain standard de 200 gr est passé au mois d'octobre de 1,25 TL à 1,50 TL, soit 20% d'augmentation.

Selon la chambre des boulangers de Turquie, les prix du pain n'avaient pas changés depuis décembre 2019, alors qu'au cours des 2,5 derniers mois, le prix d'un sac de farine de 50 kg était passé de 98 TL à 140 TL. Selon la chambre du commerce d'Istanbul, le prix de la farine a augmenté de 32,5% en un an, et celui de la levure de 60% durant les huit derniers mois. La farine est la principale matière première des boulangers et son prix représente approximativement entre 20% et 25% du prix final du pain. La campagne «pain gratuit», illustration de la crise économique et de la baisse du pouvoir d'achat, a suscité de vives réactions.

La crise du lait engendra bientôt une crise de l'élevage

Le comité de suivi et d'évaluation des marchés des produits alimentaires et agricoles, dont la mission est la surveillance de l'inflation des produits alimentaires, s'est réuni le 23 septembre en présence de trois ministres (Agriculture, Commerce et Trésor). Le comité a analysé les évolutions du marché des céréales, les mesures de précaution prises dans le cadre de la crise sanitaire, les prix agroalimentaires et les prix de référence du lait cru. Aucune décision concrète n'a été prise. Ainsi, en raison de l'absence du feu vert de ce comité, le conseil national du lait n'a toujours pas changé le prix de référence du lait cru, qui s'élève à 2,30 TRY/L depuis onze mois.

Le coût de l'alimentation animale représente les ¾ des coûts de l'élevage en Turquie. Le pays doit importer les matières premières principales de l'alimentation animale, notamment le maïs et le soja. Le prix de l'alimentation animale a augmenté à peu près 40% par rapport à l'an dernier, selon le bulletin de l'Agence du lait et de la viande (ESK). La marge entre le prix du lait et celui de l'alimentation animale se réduit donc de manière très importante : elle était déjà de 1,28 en septembre 2019, et se réduit encore à 1,1. Cela

provoquera donc une vente massive des animaux, dont ceux du cheptel laitier, puisque leur production n'est plus rentable. Cette décapitalisation du cheptel laitier engendrera à court terme une baisse de prix de la viande rouge. Mais en raison de la baisse progressive de brouillards, à moyen terme, il y aura la nécessité de recourir à nouveau aux importations pour reconstituer le cheptel.

La crise s'étend également au secteur de la viande rouge

La démission du Président de l'Union Centrale des Bovins Reproducteurs (TDSYMB) au sein du Conseil National de lait, reflète le mécontentement du secteur. De l'autre côté, les éleveurs de bovins d'engraissement sont aussi mécontents. Le prix de la viande rouge bovine n'a connu qu'une hausse de 17% par rapport à l'an dernier mais le prix de l'alimentation animale a connu une hausse de plus de 40%. Il faut également mentionner la concurrence déloyale de l'ESK dont le prix de la viande de carcasse est 28 TRY/kg, soit 7 TRY/kg en dessous des cours du marché. Cette vente à perte de l'ESK afin de faire pression sur les prix alimentaires aura de lourdes conséquences à long terme.

Elle affecte aussi fortement le prix de l'huile de tournesol

Dernièrement, le prix du tournesol provenant de l'Ukraine a connu une hausse de 45%. Le prix de l'huile de tournesol (hors TVA) est passé de 8,25 TRY/L à 12,45 TRY/L, soit une hausse de 33% par rapport à l'an dernier. Le Croissant Rouge de Turquie a récemment lancé une campagne pour le don du sang, en échange de 5 litres de tournesol. Cette donation a normalement été faite par les gens sans contrepartie, c'est-à-dire sans indemnisation pécuniaire. Mais à la suite de cette campagne, de longues files de donateurs se sont constituées pour obtenir 5 litres d'huile de tournesol. Comme la campagne « pain gratuit », elle a naturellement entraîné de vives réactions.

Un maintien des soutiens agricoles en 2021 aux niveaux de 2020 serait insuffisant pour compenser la hausse des coûts

Selon le projet du budget de l'Etat présenté au Parlement, le budget pour l'agriculture serait de 42,4 Mds TRY en 2021, soit une hausse de 9 Mds TRY. Cependant, le montant des soutiens à l'agriculture, qui s'élève à 22 Mds TRY, restera inchangé. Les investissements en matière agricoles seront de 12,1 Mds TRY. Ceux de la Direction générale des travaux hydrauliques de l'Etat (DSI) passeront de 6,3 Mds TRY à 15,1 Mds TRY. Les soutiens en matière de crédits agricoles, d'interventions sur les marchés, de

financement des entreprises publiques et les soutiens aux exportations représenteront 8,3 Mds TRY. Les soutiens aux engrais et au carburant sont également prévus en baisse, à 2,724 Mds TRY (2,901 Mds TRY en 2020) soit une baisse de -6,1%. Les soutiens à l'élevage, qui étaient de 6,862 Mds TRY en 2020, soit 31,2% du budget du ministère, seront de 6,304 Mds TRY en 2021, soit une baisse de -9,6%, malgré la baisse de la monnaie locale et la forte dépendance des importations pour ces intrants. Les soutiens agricoles, déjà insuffisants selon les producteurs en 2020, resteront à un niveau identique l'an prochain. Le secteur agricole pourrait donc souffrir encore d'avantage compte tenu de la hausse de l'inflation des matières premières. Le niveau de la production agricole du pays pourrait également en pâtir.

Master Plan 2040 de la ville de Bakou (Azerbaïdjan)

Publication le 10 octobre 2020 par le Comité d'Etat pour l'Urbanisme et l'Architecture d'une version préliminaire du Master Plan 2040 de la capitale azerbaïdjanaise (213 500 ha). Le plan présente des opportunités dans de nombreux secteurs où l'expertise française est reconnue : BTP, réseau ferré, métro, routes, eau et assainissement, énergies renouvelables.

Le projet est disponible en ligne en anglais (<https://arxkom.gov.az/en/bakinin-bas-plani>). Les entreprises intéressées sont invitées à faire part de leurs éventuels retours, commentaires et suggestions par courriel à baki@arxkom.gov.az jusqu'au 10 décembre 2020. Le Service économique de Bakou (contacts ci-dessous) se tient à la disposition des entreprises françaises qui souhaiteraient aborder le marché azerbaïdjanais.

Aménagement des terrains : chantiers de construction et développement des ENR

Le projet de Master Plan envisage d'aménager ou de transformer 2 800 hectares (ha) pour répondre à la demande foncière d'ici 2040, tirée par une population en hausse (2,88 à 3,17 millions d'habitants prévus en 2040 contre 2,63 millions en 2020 – étudiants et déplacés internes inclus). Le Plan alloue ainsi 817 ha pour les parcs industriels et les entrepôts, 249 ha pour les fermes, 110 ha pour les logements, 90 ha pour les commerces de détail et 65 ha pour les bureaux. Ces importants chantiers à venir généreront d'importants besoins en ingénierie et pourraient ouvrir de nouvelles opportunités pour les entreprises françaises dans le domaine de la construction/BTP.

1 492 ha ont également été fléchés vers les énergies renouvelables, ce qui devrait favoriser la construction de centrales solaires et éoliennes à proximité du principal centre de consommation du pays. Plusieurs lots devraient être attribués par appel d'offres en 2021. Le ministère de l'Énergie a invité les entreprises françaises à participer à ces marchés après l'attribution en janvier 2020 de projets pilotes éolien de 240 MW et solaire de 200 MW à ACWA et Masdar respectivement. Le Master Plan propose également d'améliorer la capacité et la fiabilité du réseau électrique en introduisant un "anneau" de 220 kV contournant le centre de Bakou.

Chemins de fer : développement du réseau ferroviaire, introduction d'un tramway à Bakou

D'ici 2040, la longueur totale du réseau ferroviaire de la péninsule d'Apchéron devrait passer de 198 km à 280 km, tandis que le nombre de gares passera de 26 actuellement à 55. Le réseau ferroviaire actuel comporte un grand nombre d'emprises abandonnées ou inutilisées et de lignes de fret sous-utilisées, ce qui nécessite leur remise en état. En complément de la construction des nouvelles lignes de chemin de fer esquissées dans le plan, les travaux prévus sur le réseau ferroviaire d'ici la fin 2027 comprennent la reconstruction, la réactivation et la construction de 20 gares sur la péninsule d'Apchéron, ce qui pourrait bénéficier à l'offre française, connue et appréciée par les décideurs publics.

Le Comité ouvre la porte à l'introduction d'un système de tramway LRT, notant dans le projet de Master Plan « [qu'il] est évident qu'un métro léger dans la version d'un système tram-train pourrait utiliser au mieux le système ferroviaire déjà existant et actuellement modernisé tout en permettant les extensions nécessaires au centre-ville ».

Mobilité : extension du métro de Bakou et du réseau routier

D'ici 2040, la longueur totale du réseau de lignes souterraines du métro de Bakou devrait passer des 36,7 km actuels à 76,2 km, et le nombre de stations de 25 actuellement à 51. Le métro de Bakou continuera ainsi de jouer un rôle central dans les transports publics de la capitale, représentant « l'épine dorsale des transports publics » selon le projet de Master Plan, reliant les principales agglomérations au centre-ville. Ces travaux pourraient bénéficier aux entreprises françaises, dont les solutions sont bien identifiées par les autorités azerbaïdjanaises. Le Comité d'Etat rappelle en particulier que la station "28 mai" restera un nœud

central et un point critique du réseau souterrain. Les autorités entendent séparer les lignes verte et rouge à l'échangeur "28 mai - Jafar Jabbarli" d'ici 2027, avec l'introduction de nouvelles infrastructures de soutien. Ces annonces pourraient débloquer les financements publics nécessaires à ces travaux, qui ont fait défaut ces dernières années.

Le Master Plan prévoit également la construction de nouveaux axes routiers, permettant d'étendre la longueur totale du réseau routier de Bakou des 2 300 km actuels à 2 550 km d'ici 2040. Les autorités souhaitent notamment achever les périphériques extérieurs et compléter le réseau par des voies transversales afin de fluidifier le trafic. Ceci ouvre des opportunités pour les entreprises françaises et notamment leurs solutions de signalisation et de péage. Le plan d'aménagement prévoit également d'introduire de nouvelles voies réservées aux transports publics, qui devraient s'étendre sur 198 km à l'horizon 2040 contre 16 km actuellement. Ceci ouvrira de nouvelles opportunités pour la fourniture de bus, dont certains modèles fabriqués en France sillonnent déjà les rues de la capitale. Enfin, un réseau de pistes cyclables d'environ 250 km sera déployé à l'horizon 2040.

Eau : vers une meilleure gestion de la ressource et une amélioration de l'assainissement

Le projet de Master Plan prévoit la construction de nouveaux réservoirs et de conduites d'eau pour assurer la durabilité et la fiabilité de l'approvisionnement en eau. Il est également prévu de réduire significativement les pertes dans le réseau pour une utilisation efficace de l'eau potable. Selon les estimations du Comité, la demande quotidienne d'eau potable à Bakou et dans la péninsule d'Apchéron devrait passer de 1,25 million de m³ actuellement à 1,8 million de m³ d'ici 2040. Ceci pourrait permettre aux entreprises françaises de promouvoir leurs solutions de gestion des eaux et de réduction des pertes.

Dans le cadre de l'augmentation de la capacité du réseau des eaux usées, il est proposé de construire quatre nouvelles stations de traitement des eaux, permettant de produire jusqu'à 145 millions de m³ d'effluents qui seront utilisés à des fins techniques, d'irrigation et d'aménagement paysager des zones environnantes, en maintenant l'équilibre des bassins versants et en alimentant les lacs Boyuk Shor, Bulbula, Khojahasan et Zigh.

Enfin, le Comité identifie plusieurs priorités de réhabilitation écologique avec la remédiation de certains lacs (Boyuk Shor, Khojahasan, Gu, Bulbula) et

de terrains pollués (zones industrielles, sites de la compagnie nationale SOCAR, couloirs près des lacs), qui pourraient bénéficier aux entreprises françaises proposant des solutions pour la remédiation des lacs et des terrains souillés par l'activité industrielle.

Le secteur de l'électricité en Azerbaïdjan

Le secteur de l'électricité azerbaïdjanais est dominé par l'État, appuyé par les bailleurs de fonds internationaux. Si plus de 90% du bouquet énergétique est issu de centrales thermiques, les engagements environnementaux de l'État ainsi qu'une volonté de fléchir davantage de gaz (naturel et transformé) à l'exportation poussent les autorités à attirer des investisseurs internationaux pour développer des centrales éoliennes et solaires de grande envergure. Des opportunités existent pour l'offre française dans ce domaine ainsi qu'en matière de mise à niveau des infrastructures électriques.

Un secteur dominé par l'Etat, soutenu par les bailleurs de fonds

Le secteur de l'électricité en Azerbaïdjan est actuellement dominé par des entités publiques. Le rôle central revient au ministère de l'Energie, qui conçoit et met en œuvre la politique de l'État dans ce secteur, y compris l'électricité. Il chapeaute les agences d'État opérant dans le secteur (l'Agence de régulation de l'énergie, en charge notamment des tarifs, et l'Agence d'État pour les énergies renouvelables), issues d'anciens départements du ministère. Ce ministère supervise également les deux grandes entreprises publiques du secteur de l'électricité : Azerenerji est responsable de la production (contrôlant 85 % des capacités de génération du pays) et de la transmission d'électricité, tandis qu'Azerishiq est responsable de la distribution. Enfin, le Service énergétique de la République autonome du Nakhitchevan contrôle à la fois la production et la distribution dans l'exclave azerbaïdjanaise.

Quelques entreprises privées détiennent et exploitent des centrales thermiques en autoproduction (principalement BP) ainsi que des centrales hydroélectriques de petite taille. L'Azerbaïdjan a longtemps maintenu le contrôle de l'Etat sur le secteur de l'électricité, marqué par les pratiques de captation privée et la gestion défaillante de la société turque Babek qui contrôlait le secteur électrique de Bakou entre 2002 et 2006. Les autorités accueillent désormais les entreprises privées étrangères désireuses d'investir en Azerbaïdjan pour y construire de nouvelles centrales, thermiques et surtout renouvelables.

Les bailleurs de fonds fournissent un soutien technique et financier important pour le développement du secteur de l'électricité en Azerbaïdjan. La BERD travaille étroitement avec le ministère de l'Energie pour préparer les actes législatifs nécessaires au développement des énergies renouvelables (ENR), et afin d'identifier les besoins liés à la grille énergétique du pays. La Banque asiatique de développement a ouvert en 2016 une ligne de crédit de 750 M USD pour l'amélioration des réseaux électriques (ligne de transmission de 220 kV Mingatchevir-Apchéron-Khirdalan, sous-stations d'Agdash et d'Apchéron). L'Agence française de développement suit également avec attention les opportunités de financement dans le secteur.

Prépondérance des centrales thermiques, demande intérieure et exportations en hausse

L'Azerbaïdjan dispose de capacités de génération estimées à 7 516,5 MW dont 6 237,7 MW issus des centrales thermiques au gaz (83% des capacités) et 1 278,8 MW des ENR (17% des capacités, principalement hydroélectricité) selon le ministère de l'Énergie. Les principales centrales thermiques sont celles de Janub (780 MW), Soumgaït (525 MW), Shimal 1 et 2 (400 MW chacune) et Sangachal (300 MW). Les capacités de production d'électricité renouvelable se composent presque exclusivement d'installations hydroélectriques, au premier rang desquelles les centrales de Mingatchevir (424 MW) et Shamkir (380 MW). Les centrales hydroélectriques du Nakhitchevan permettent de répondre aux besoins de l'ensemble de l'exclave. A noter que l'Azerbaïdjan ne dispose ni d'installations nucléaires ni de centrales thermiques au charbon.

En 2019, la production effective d'électricité en Azerbaïdjan s'est élevée à 26 072,9 M kWh (+3,3%), assurée à 92% par les centrales thermiques (24 162,6 M kWh). En dépit de capacités hydroélectriques importantes, la production n'était assurée qu'à hauteur de 8% par les ENR, dont l'hydroélectricité (1 564,8 M kWh, 6% du bouquet énergétique), l'incinération des déchets (195,9 M kWh, assurée par le site de Balakhani exploité par la société française CNIM), l'éolien (105,4 M kWh) et le solaire (44,2 M kWh).

Cette production permet de couvrir la demande intérieure (18 666,2 M kWh en 2019, en hausse de 4,8% par rapport à 2018), tirée par l'augmentation de la consommation de l'industrie chimique et pétrochimique (507,9 M kWh, +85% grâce à la mise en activité des usines d'urée et de polymères de SOCAR) et la construction (667,6 M kWh, +15%). Selon le ministère

de l'Énergie, la demande d'électricité devrait atteindre 25,5 Mds kWh à l'horizon 2025.

L'Azerbaïdjan, autrefois dépendant des importations d'électricité, est depuis 2007 un exportateur net d'électricité. L'année 2019 a marqué un nouveau record de volumes d'électricité exportés (1 490,9 M kWh, +3,2%) alors que les volumes importés ne s'élevaient qu'à 136,9 M kWh (+4,3%). L'électricité azerbaïdjanaise est exportée vers la Géorgie, l'Iran, la Turquie et la Russie.

Le calendrier législatif : trois projets de loi soumis à la validation du président

Le ministère de l'Énergie a finalisé trois projets de loi, soumis actuellement à la validation du Président. Le projet de loi sur les ENR, annoncé depuis deux ans et préparé avec le soutien de la BERD, permettra de fixer le cadre législatif pour l'attribution des prochains lots d'usines d'électricité renouvelable. Le projet de loi sur la libéralisation du secteur de l'électricité devrait prévoir la privatisation de certains actifs de l'entreprise publique Azerenerji, en particulier des centrales thermiques au gaz. Enfin, le projet de loi sur l'efficacité énergétique pourrait ouvrir des opportunités pour les entreprises françaises dans la rénovation thermique des bâtiments et l'amélioration de l'efficacité énergétique.

Des opportunités pour l'offre française dans le solaire, l'éolien et la modernisation du réseau

Afin de réduire ses émissions et de diriger davantage de gaz à l'exportation, le gouvernement azerbaïdjanais a décidé de miser sur les ENR et l'efficacité énergétique. Le pays s'est engagé dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat à diminuer de 35% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, et ambitionne d'étendre à 30% la part des ENR dans les capacités de génération d'électricité à l'horizon 2030 (17% en 2020). L'objectif est aussi de ralentir la consommation intérieure croissante de gaz, tirée par la croissance démographique et la pétrochimie afin d'en réserver davantage à l'exportation. Le potentiel de génération du pays est estimé à 23 040 MW pour le solaire, 3 000 MW pour l'éolien, 520 MW pour les petites centrales hydroélectriques et 380 MW pour la biomasse.

L'Azerbaïdjan prévoit ainsi le lancement de sept à huit centrales éoliennes et solaires de grande ampleur : deux premiers lots ont été attribués début 2020 à ACWA (éolien, 240 MW) et Masdar (solaire, 200 MW). Le ministère de l'Énergie finalise les règles d'attribution avec la BERD et espère lancer les prochains appels d'offre au premier trimestre 2021 ; de nouveaux projets, pour un total de 460 MW, sont prévus pour la

période 2023-2025, puis 600 MW supplémentaires en 2026-2030. Par ailleurs, le gouvernement prépare une stratégie pour le développement des centrales hydroélectriques de petite taille, qui ouvrira de nouvelles opportunités au secteur privé. Hors renouvelables, un appel d'offres est en cours pour la construction d'une centrale à cycle combiné (550 MW).

Enfin, le ministère met l'accent sur la modernisation du réseau. De nombreux chantiers de restauration des capacités de production ont été engagés depuis la coupure électrique générale de 2018, qui a mis en lumière la déliquescence de la station hydroélectrique de Mingatchevir. Les travaux de modernisation engagés ces dernières années ont permis de réduire les pertes dans le transport et la distribution d'électricité de 45% entre 2009 (4 100,3 M kWh) et 2019 (2 225,6 M kWh). La mise à niveau des infrastructures électriques dans les territoires repris par l'armée azerbaïdjanaise ouvre de nouvelles opportunités de marché en générant des besoins de sous-stations et de compteurs électriques. A titre d'exemple, Azerishiq prévoit d'acquérir 626 000 compteurs en 2021 à travers cinq appels d'offres de plus de 3 M USD chacun.

ORGANIGRAMMES DU SER D'ANKARA & DES SE DE BAKOU ET DE TBILISSI

Monsieur Daniel GALLISSAIRES Chef du SER d'Ankara - Turquie Téléphone : +90.312.405.49.18 Courriel : daniel.gallissaires@dgtresor.gouv.fr	
Monsieur Thierry BOREL Adjoint au Chef du SER d'Ankara - Conseiller financier Téléphone : +90.312.405.49.23 Courriel : thierry.borel@dgtresor.gouv.fr	
Monsieur Ahmet M. AYDOGDU Attaché financier Téléphone : +90.312.405.49.22 Courriel : ahmet.aydogdu@dgtresor.gouv.fr	Monsieur Nicolas BIC Attaché économique Téléphone : +90.312.405.49.20 Courriel : nicolas.bic@dgtresor.gouv.fr

Madame Elodie LAUGIER Déléguée du chef de service économique régional à Istanbul Téléphone : +90.212.982.02.81 Courriel : elodie.laugier@dgtresor.gouv.fr
Madame Burcu DEMIRDAG Attachée énergies & affaires industrielles Téléphone : +90.212.982.02.99 Courriel : burcu.demirdag@dgtresor.gouv.fr

Monsieur François VIEL Conseiller pour les affaires agricoles Téléphone : +90.312.405.49.27 Courriel : francois.viel@dgtresor.gouv.fr
Monsieur Bozkurt OZSEREZLI Attaché agricole Téléphone : +90.312.405.49.25 Courriel : bozkurt.ozserezli@dgtresor.gouv.fr

Monsieur Maxime JEBALI Conseiller en développement durable Téléphone : +90.312.405.49.30 Courriel : maxime.jebali@dgtresor.gouv.fr
Monsieur Berat DURMUS Attaché développement durable Téléphone : +90.312.405.49.29 Courriel : berat.durmus@dgtresor.gouv.fr

SE de Bakou

Monsieur Louis TOULORGE Chef du Service économique - Azerbaïdjan & Turkménistan Téléphone : +994.12.490.81.33 Courriel : louis.toulorge@dgtresor.gouv.fr	
Monsieur Shahin HUSEYNLI Attaché agricole et développement durable Téléphone : +994.12.490.81.30 Courriel : shahin.huseynli@dgtresor.gouv.fr	Monsieur Théophile PASTRE Attaché économique Téléphone : +994.12.490.81.32 Courriel : theophile.pastre@dgtresor.gouv.fr

SE de Tbilissi

Monsieur François-Henri CLOAREC Chef du Service économique - Géorgie Téléphone : +995.322.721.402 Courriel : francois-henri.cloarec@dgtresor.gouv.fr

CADRE & DONNEES SUR LA TURQUIE



Données générales :

Superficie : 779 452 km²

Population : 82 377 000 (2019)

Régime politique : Régime présidentiel

Parti au pouvoir : AKP

Président de la République : M. Recep Tayyip Erdoğan

Vice-président de la République: M. Fuat Oktay

Président du Parlement : M. Mustafa Şentop

Ministre du Trésor et des Finances : M. Berat Albayrak

Ministre du Commerce : Mme. Ruhsar Pekcan

Monnaie : livre turque (TRY)

Au 02/11/2020 :

1 USD = 8,3911 TRY

1 EUR = 9,7682 TRY




Taux d'inflation annuel : 11,9% (prévision FMI 2020)

Dette publique : 41,7% du PIB (prévision FMI 2020)

Importations : 210 Mds USD (2019)

Exportations : 181 Mds USD (2019)

CADRE & DONNEES SUR LA GEORGIE, L'AZERBAÏDJAN ET LE TURKMENISTAN

 <p>GÉORGIE</p>	<p>Superficie : 69 700 km² Population : 3 723 500 (2019) Régime politique : République unitaire Parti au pouvoir : Parti du Rêve Président de la République : Mme. Salomé Zourabichvili Premier ministre : M. Giorgi Gakharia Ministre des Finances : M. Ivane Machavariani Ministre de l'Economie : M. Natela Turnava Monnaie : Lari (GEL) Au 02/11/2020 : 1 USD = 3,2327 GEL 1 EUR = 3,7732 GEL Taux d'inflation annuel : 5,3% (prévision FMI pour 2020) Dettes publiques : 40,6% du PIB (2019) Solde commercial : -5,7 Mds USD (2019)</p>
 <p>AZERBAÏDJAN</p>	<p>Superficie : 86 600 km² Population : 9 981 500 (2019) Régime politique : République présidentielle Parti au pouvoir : Parti du Nouvel Azerbaïdjan Président de la République : M. Ilham Aliyev Premier ministre : M. Ali Asadov Ministre des Finances : M. Samir Sharifov Monnaie : Manat azerbaïdjanais (AZN) Au 02/11/2020 : 1 USD = 1,7000 AZN 1 EUR = 1,9860 AZN Taux d'inflation annuel : 3% (prévision du FMI pour 2020) Dettes publiques : 47,8% du PIB (prévision du FMI pour 2020) Solde commercial : +5,97 Mds USD (2019)</p>
 <p>TURKMENISTAN</p>	<p>Superficie : 491 210 km² Population : 5 850 908 (2018) Régime politique : Présidentiel Parti au pouvoir : Parti démocratique du Turkménistan Président de la République : M. Gurbangouli Berdimoukhamedov Président du cabinet des Ministres : M. Gurbangouli Berdimoukhamedov Ministre des Finances et de l'Economie : M. Eizigeldi Annamuhammedov Monnaie : Manat Turkmène (TMT) Au 02/11/2020 : 1 USD = 3,5000 TMT 1 EUR = 4,0765 TMT Taux d'inflation annuel : 8% (prévision du FMI pour 2020) Dettes publiques : 30,7% du PIB (prévision du FMI pour 2019) Solde commercial : +7,2 Mds USD (estimation du FMI pour 2019)</p>

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Ankara (adresser les demandes à ankara@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Service Économique Régional

Adresse : B.P. n° 1
 Iran Caddesi, Karum Is Merkezi n°21, Asansör E,
 n°444, Kat.6, Kavaklidere
 Ankara 06680, TURQUIE

Directeur de la publication : Daniel Gallissaires.
Avec les contributions de : Nicolas Bic, Thierry Borel, François-Henri Cloarec, Burcu Demirdag, Shahin Huseynli, Elodie Laugier, Bozkurt Ozserezli, Théophile Pastre, Alexandre Picque, Louis Toulorge, François Viel.
 Version du 2 novembre 2020.